Solutions fondées sur la nature pour l'adaptation

Série de notes

Édition 6, février 2026

Alors que les pays s'engagent dans l'économie bleue, le défi ne consiste pas seulement à exploiter les richesses des océans, mais aussi à garantir que les femmes et les groupes sous-représentés en soient les acteurs clés et en bénéficient. Des approches inclusives de l'économie bleue, fondées sur l'autonomisation des femmes, les solutions fondées sur la nature pour l'adaptation et une gouvernance participative, sont essentielles à un avenir plus bleu, plus juste et plus durable.

Autonomiser les femmes dans les initiatives bleues côtières : au-delà de la participation au leadership

© Socodevi - Natur'ELLES - NAbSA

L'économie bleue émerge comme l'un des domaines les plus prometteurs du développement durable, mais son succès dépend de la pleine participation, de l'influence et des bénéfices qui en découlent. Dans les communautés côtières et marines, les femmes et les groupes sous-représentés se révèlent être des catalyseurs d'innovation, de résilience et de gestion responsable des ressources naturelles. Lorsque leur leadership, leur potentiel économique et leurs connaissances locales sont pleinement reconnus, les économies bleues deviennent plus inclusives, équitables et durables. Ce document explore les tendances actuelles, des études de cas inspirantes et des enseignements pratiques tirés du monde entier, offrant des pistes de réflexion et des actions concrètes pour garantir que l'économie bleue profite véritablement aux populations, dans toute leur diversité, et à la planète.

QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE BLEUE ? POURQUOI EST-ELLE IMPORTANTE ?

Issue de la conférence Rio+20, l'économie bleue régénératrice représente un axe dynamique du développement durable, promouvant une utilisation responsable des ressources océaniques et côtières pour la croissance économique, l'amélioration des conditions de vie et la santé des écosystèmes (**Banque mondiale, 2017**). Bien qu'il n'existe pas de définition unique de l'« économie bleue régénératrice », elle englobe généralement des activités telles que la pêche artisanale et l'aquaculture, les énergies renouvelables, le transport maritime (également appelé « économie bleue brune »), la gestion des déchets, l'écotourisme côtier, ainsi que l'atténuation et l'adaptation au changement climatique (**UICN, 2024**). Pour que l'économie bleue régénératrice puisse pleinement contribuer au développement durable, il faut plus que des investissements dans les marchés ou les infrastructures : une gouvernance inclusive et l'équité sociale sont indispensables.

Partout dans le monde, les pays repensent leur relation avec l'océan en intégrant des solutions fondées sur la nature (SfN) à leurs stratégies d'adaptation à l'économie bleue. Les mangroves, les récifs coralliens et les herbiers marins en bonne santé constituent des remparts naturels contre les impacts climatiques, protégeant les littoraux, stockant le carbone et assurant la subsistance des populations. Investir dans la restauration et la gestion durable de ces écosystèmes clés réduit la vulnérabilité tout en générant des retombées économiques et sociales durables. Ces approches écosystémiques contrastent avec les méthodes conventionnelles de protection côtière, soulignant les compromis importants entre réduction immédiate des risques, résilience à long terme et impacts socio-écologiques.

La pérennité de ces efforts dépend en fin de compte de la pleine participation, de l'influence sur les décisions et des bénéfices qui en découlent. Trop souvent, les femmes et les autres groupes sous-représentés sont exclus des processus décisionnels et invisibilisés, sous-payés, exposés à l'insécurité ou cantonnés à des segments à faible rentabilité et à faible valeur ajoutée des chaînes de valeur de l'économie bleue, alors même qu'ils sont des acteurs clés de la préservation des écosystèmes marins et côtiers, tant avant qu'après la récolte (**UICN 2024**). Lorsque leur leadership, leur esprit d'entreprise et leurs connaissances sont pleinement reconnus, les économies bleues deviennent plus résilientes, équitables et transformatrices.

Une économie bleue inclusive va donc au-delà de la simple durabilité environnementale : elle ouvre la voie à la justice, à l'égalité des chances et à une prospérité partagée. Fondée sur l'équité et l'égalité des genres, le leadership communautaire et l'adaptation par la nature, une économie bleue inclusive reconnaît que la santé des océans et la prospérité des communautés sont indissociables. Les sections suivantes présentent des témoignages de femmes et de communautés qui mènent cette transformation, ainsi que les éléments qui contribuent à bâtir un avenir « bleu » plus équitable.

Cadres de soutien à des solutions fondées sur la nature sensibles au genre dans l'économie bleue

- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (**CNUDM**) de 1982
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et Accord de Paris
- Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (**CDB**)
- Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale (EAU-FGCR), fondement de l'Objectif mondial d'adaptation (OMA)

Type d'intervention	Avantages	Inconvénients
Méthodes conventionnelles, telles que : • Digues, levées, remblaies • Surélévation des bâtiments et des habitations • Rechargement des plages	• Offre une protection immédiate et un sentiment de sécurité • Des solutions d'ingénierie éprouvées aux performances prévisibles • Permet de protéger les infrastructures critiques dans les zones à haut risque	• Risque de dommages écologiques pour les écosystèmes côtiers et marins • Perturbation du transport des sédiments, aggravation de l'érosion et des risques d'inondation en aval • Coûts d'investissement et d'entretien élevés, souvent pour des bénéfices temporaires ou décroissants • Peut enfermer les communautés dans des schémas rigides et inadaptés
Solutions fondées sur la nature pour l'adaptation et la résilience, telles que : • Restauration des mangroves • Restauration des récifs d'huîtres • Littoraux vivants	• Les mesures d'adaptation intégrées (par exemple, la gestion des sédiments) réduisent les risques climatiques tout en générant des co-bénéfices (biodiversité, moyens de subsistance, séquestration du carbone). • Elles sont rentables à long terme et nécessitent moins d'entretien (selon le contexte). • Elles améliorent la santé des écosystèmes et la capacité d'adaptation des communautés.Elles sont flexibles et adaptables à différents types de paysages terrestres et marins.	• Il faudra plus de temps pour bénéficier pleinement des avantages de l'adaptation. • Le soutien des infrastructures grises pourrait être nécessaire pour accroître la résilience face aux événements climatiques extrêmes et immédiats. • Une gouvernance durable, la sécurité foncière et l'engagement communautaire sont indispensables. • L'efficacité peut dépendre du contexte et être plus difficile à évaluer.

Tableau 1 : Comparaison des SfN côtières pour l'adaptation avec d'autres méthodes

VAGUES DE CHANGEMENT : MARÉES MONTANTES, VOIX QUI S'ÉLÈVENT

Dans les communautés côtières et marines, les femmes redéfinissent le rôle des femmes dans l'économie bleue. Autrefois perçues principalement comme utilisatrices ou bénéficiaires des ressources, elles s'affirment désormais comme entrepreneuses, innovatrices et actrices du changement. Leur leadership renforce non seulement la durabilité des chaînes de valeur marines, mais transforme également le tissu social des communautés et garantit une croissance inclusive et pérenne de l'économie bleue.

Les données de terrain montrent que l'autonomisation des femmes dans les initiatives de l'économie bleue produit des résultats concrets pour les populations et l'environnement. Une approche à deux volets – combinant formation aux moyens de subsistance tenant compte des spécificités de genre et opportunités de leadership dans les SfN – aide les femmes à acquérir des compétences, de la confiance et de la visibilité.

Des programmes comme le parcours de justice de genre de **COSME** (Conservation et gestion durable des écosystèmes côtiers et marins) et la

planification d'actions communautaires d'ACF-AO (Action féministe pour le climat en Afrique de l'Ouest) ont démontré que lorsque les femmes pilotent des initiatives SfN, elles contribuent à concevoir des solutions plus équitables, résilientes et ancrées dans le contexte local.

Au niveau des ménages, les plans d'action familiaux garantissent le partage et la pérennité des bénéfices, renforçant ainsi le changement à long terme. Des évolutions similaires sont observées sur le littoral mozambicain grâce au projet ReSea (Paysages marins régénérateurs pour les populations, le climat et la nature), où les femmes travaillant dans la pêche et les activités côtières ont été accompagnées pour renforcer leur leadership et leur participation à la gouvernance marine communautaire. Grâce au mentorat, à la sensibilisation et au soutien en matière d'éducation financière, les femmes sont passées de rôles largement passifs à une participation active et influente au sein des conseils communautaires de pêche, contribuant ainsi à une prise de décision plus inclusive, à une gestion renforcée des ressources marines et à un partage équitable des bénéfices.

De l'Afrique aux Caraïbes, les initiatives menées par des femmes transforment les chaînes de valeur bleues. L'Association des femmes cultivatrices d'algues du Belize (BWSFA), par exemple, illustre comment de petites subventions et un financement

de démarrage peuvent catalyser la participation des femmes à des secteurs à forte valeur ajoutée comme l'aquaculture durable. Dans le cadre de l'Initiative d'adaptation au changement climatique et d'aires protégées (CAPA), la BWSFA a bénéficié d'une formation en planification stratégique, en développement du leadership et en SfN pour l'adaptation. Grâce au Fonds d'innovation CAPA, elle a reçu une petite subvention qui lui a permis de créer une banque de semences d'algues et de développer une visite de ses fermes. En Afrique de l'Ouest, des femmes formées par les programmes ACF-AO se sont lancées dans des activités traditionnellement masculines, comme l'apiculture, l'ostréiculture et la gouvernance locale, prouvant ainsi que des systèmes de soutien inclusifs peuvent ouvrir de nouvelles perspectives de revenus et de leadership. Ces exemples montrent comment des investissements ciblés, associés à une gouvernance communautaire, peuvent lever des obstacles persistants et favoriser un changement systémique.

Les économies bleues inclusives sont plus efficaces lorsqu'elles s'appuient sur les réalités locales. Les approches sensibles au genre nécessitent du temps et de l'attention : elles doivent respecter les normes socioculturelles, impliquer les hommes et les ménages, et garantir une participation significative et sécurisée des femmes.

© Belize Women's Seaweed Farmers Association - CAPA - NAbSA

Dans le district d'Inhassoro, au Mozambique, par exemple, le projet ReSea, mené par la partenaire féministe Muleide, propose du mentorat, des séances de sensibilisation et des formations en littératie financière afin de renforcer la confiance, la participation et la résilience des femmes. Alors qu'auparavant, les femmes au sein des conseils communautaires de pêche (CCP) étaient victimes de discrimination et d'exclusion fondées sur le genre, elles assistent désormais régulièrement aux réunions des CCP, participent activement à la prise de décision et inspirent leurs pairs, notamment par le mentorat. Leur engagement a également contribué à une meilleure planification financière des ménages, à l'épargne pour les périodes de fermeture de la pêche et à une meilleure reconnaissance du rôle des femmes. Les premiers résultats indiquent une évolution des mentalités chez les hommes de la communauté et une diminution des violences sexistes à mesure que la contribution des femmes est valorisée.

Des initiatives comme celle-ci et le Fonds d'innovation CAPA illustrent l'approche par les championnes, où des femmes leaders et influentes favorisent l'apprentissage entre pairs et inspirent l'action collective. Dans les zones côtières où les femmes contribuent à la gestion des réserves de biosphère de l'UNESCO, notamment dans le cadre des projets ACF-AO et ReSea, leur participation renforce la gestion durable des écosystèmes et la gouvernance.

Pour consolider ces acquis, il est indispensable de mettre en place des politiques et des cadres institutionnels adaptés. Les initiatives menées au Kenya par le biais de ReSea et au Belize par le biais de CAPA démontrent comment des modèles de gouvernance inclusive et des plans de gestion sensibles au genre intègrent l'équité dans la prise de décision. Lorsque la voix des femmes est formellement prise en compte dans la gestion des ressources et l'élaboration des politiques, les avantages dépassent le simple cadre de l'égalité des genres, améliorant la responsabilisation, la résilience et les résultats écologiques. L'expérience d'initiatives telles que ReSea souligne également l'importance d'intégrer ces principes dans la gouvernance et les plans de gestion des zones de gestion des pêches locales (ZGPPL), notamment par la reconnaissance formelle du rôle des femmes tout au long des chaînes de valeur de la pêche et par des systèmes de suivi qui évaluent le leadership et l'influence, et non seulement la présence. ReSea et d'autres projets soutenus par NAbSA ouvrent la voie en aidant les autorités locales et les comités communautaires à appliquer les principes de gouvernance inclusive, notamment la rotation et les

© INADES-Formation - ACF-AO - NAbSA

quotas dans les règles de leadership, la création d'espaces sécurisés et l'élaboration de codes de conduite.

TRACER LA VOIE : PREUVES, PERSPECTIVES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La construction d'une économie bleue inclusive et régénératrice repose sur des données probantes – des données qui rendent compte non seulement des participants, mais aussi de leurs modalités et des résultats obtenus. En reliant et en valorisant à parts égales les données quantitatives et qualitatives, telles que les témoignages locaux et les expériences vécues, les acteurs de terrain comprennent mieux comment l'autonomisation des femmes et une gouvernance inclusive peuvent engendrer un changement durable.

Historiquement, la contribution des femmes a été sous-estimée, non suivie, voire ignorée (**UICN 2024**). Si les systèmes de gouvernance peuvent exiger la présence des femmes, ils excluent trop souvent leur participation effective et active aux processus décisionnels. Les systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) présentent des difficultés similaires : les indicateurs et les activités de suivi ne mesurent pas avec précision l'implication ou la participation des femmes. Par conséquent, les systèmes de gouvernance et de SEA doivent dépasser le simple décompte des participants pour appréhender des dynamiques plus complexes : l'autonomie, le leadership et l'influence au sein des instances de gouvernance. Les données issues d'ACF-AO et de projets connexes suggèrent que, lorsque des environnements favorables existent – grâce à des politiques de soutien, au mentorat et à un financement ciblé –, les femmes passent de rôles périphériques à des postes d'autorité et d'innovation.

Les données issues d'initiatives communautaires soulignent l'importance de suivre la « qualité du leadership », et non seulement la participation, afin d'évaluer si les environnements de gouvernance sont véritablement réceptifs au leadership féminin. Dans des projets tels que ReSea, cela s'est traduit par l'utilisation d'un cadre de suivi de la participation et du leadership qui distingue différents niveaux d'engagement – être informée, consultée, participer activement et occuper des postes de direction – tels qu'évalués à travers les perceptions et les expériences vécues des femmes et d'autres groupes marginalisés. Le suivi des rôles des femmes aux postes de direction au sein des conseils de pêche, de leur influence sur les décisions et de leur légitimité perçue auprès de leurs pairs permet de

Comment mesurer la participation des femmes aux économies bleues et aux SfN

- Nombre de femmes membres de groupements d'entrepreneuriat dans différents contextes géographiques
- Nombre de chaînes de valeur diversifiées au sein de l'économie bleue régénératrice, telles que la culture et la commercialisation d'algues, l'élevage de crabes et de concombres de mer, la production de miel de mangrove, l'écotourisme (élevage d'hippocampes, tourisme communautaire, etc.), la gestion des déchets marins, la transformation et la commercialisation du poisson (sardines, poulpes, etc.)
- Proportion de femmes occupant des postes à responsabilité au sein des organismes de gestion des ressources côtières (**Fonds Action Bleue, 2025**)
- Niveau de connaissance des femmes concernant les actions entreprises ou leur accès à l'information nécessaire à la prise de décision
- Proportion de temps consacré aux activités rémunérées par rapport aux activités non rémunérées de l'économie bleue (ces activités varient selon le contexte local, mais incluent notamment la post-récolte et la transformation)
- Nombre ou proportion de femmes et d'hommes ayant accès à des zones de pêche, à du matériel de pêche et de transformation du poisson, ou en étant propriétaires (**Fonds Action Bleue, 2025**)

mieux comprendre comment des systèmes de gouvernance réceptifs transforment des environnements favorables en un leadership significatif et, en fin de compte, en une gouvernance plus résiliente et durable.

Les initiatives menées par CAPA au Belize illustrent l'importance d'aller au-delà des simples indicateurs de participation pour évaluer le leadership, le pouvoir d'agir et l'influence des femmes dans les instances de gouvernance. Un échange d'apprentissage entre pairs a réuni des dirigeantes de la toute nouvelle Association nationale des femmes dans la pêche (NWIFA) et d'un autre groupe de conservation dirigé par des femmes et établi de longue date, ainsi que des représentantes du Département des pêches du Belize (BFD) et du Mécanisme régional des pêches des Caraïbes (CRFM). Cette initiative a mis l'accent sur le mentorat entre pairs et a aidé les membres de la NWIFA à élaborer des actions stratégiques concrètes à court terme pour renforcer les capacités et le rôle de l'association dans la promotion de la participation des femmes à la gestion des pêches. Des évaluations basées sur la perception, réalisées avant et après l'événement, ont démontré une augmentation mesurable de la confiance des participantes quant à leur capacité à formuler une vision pour leurs associations, à encadrer d'autres femmes et à expliquer l'importance du pouvoir d'agir des femmes dans leurs secteurs. Les retours qualitatifs ont par ailleurs souligné l'importance d'espaces sûrs et stimulants où les femmes peuvent réfléchir à leurs rôles de leadership, évoluer dans des environnements à prédominance masculine et traduire les apprentissages collectifs en actions concrètes de gouvernance. Cela renforce l'importance de surveiller la qualité du leadership et le pouvoir d'agir perçu comme indicateurs essentiels permettant de déterminer si les environnements de gouvernance sont véritablement réceptifs au leadership des femmes.

La voix des femmes est également largement sous-représentée, voire absente, des processus décisionnels et de l'élaboration des politiques. Leurs contributions et leur capacité de décision dans les contextes océaniques et côtiers peuvent permettre l'émergence de nouvelles stratégies de conservation, intégrant leurs rôles, leurs priorités et leurs connaissances dans l'ensemble des secteurs côtiers et marins, et favorisant une gestion et une prise de décision des ressources naturelles sensibles au genre (**UICN 2024**). Leur participation active est essentielle pour un partage plus équitable des bénéfices tirés des ressources marines et côtières, tout en améliorant les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire durable (**UICN 2024**).

REMERCIEMENTS

Cette note thématique a été élaborée grâce aux contributions de NAbSA et de son groupe de travail sur les écosystèmes côtiers et marins, composé de 7 projets du programme Partenariat pour le climat (P4C). Pour en savoir plus sur les travaux du groupe de travail et les projets, cliquez **ici**.